



**Discours du Président de la République Kirghize S.E. M. Sadyr  
ZHAPAROV aux Débats Généraux de la 80<sup>e</sup> session de l'Assemblée  
Générale des Nations Unies  
(New York, le 23 septembre 2025)**

**Madame la Présidente,**

**Monsieur le Secrétaire général,**

**Excellences, Chefs de délégation, Mesdames et Messieurs,**

Permettez-moi tout d'abord de féliciter sincèrement Mme Annalena Baerbock pour son élection à la Présidence de la 80<sup>e</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies et de lui souhaiter plein de succès dans ses travaux.

Cette année, nous célébrons le 80<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU – une organisation unique, garante de la paix, de la sécurité et du développement depuis près d'un siècle. En 80 ans, malgré de nombreux conflits, le monde n'a heureusement pas connu de troisième guerre mondiale. C'est là, sans conteste, le mérite essentiel de l'ONU. L'Organisation est devenue non seulement une plateforme internationale de dialogue, mais aussi un acteur clé dans la prévention des conflits mondiaux.

Aujourd'hui, le régionalisme gagne en force dans la politique mondiale. Les prix augmentent, la liquidité manque, la guerre des sanctions continue dans l'économie. La menace du terrorisme et de l'extrémisme touche tous les pays. Malgré les critiques, l'ONU reste la seule organisation universelle dotée de l'autorité morale et du potentiel institutionnel nécessaires.

Nous sommes fiers aujourd’hui de la stabilité politique atteinte et des transformations socio-économiques qui sont en cours dans notre pays. Cela a été difficile. Pour la liberté et l’indépendance, nous avons payé un PRIX élevé. Mais je peux dire avec confiance : le Kirghizistan s’est affirmé comme État ! Cet accomplissement nous permet de nous fixer des objectifs ambitieux pour l’avenir.

Les organisations internationales, y compris l’ONU, reconnaissent le Kirghizistan comme l’un des États les plus libres et stables du continent eurasiatique, doté d’une société civile forte. La lutte vaste et irréversible contre la corruption et la criminalité est une priorité absolue de la politique du Kirghizistan !

Aujourd’hui, notre tâche est la modernisation politique et le développement économique en adéquation avec les exigences de demain. Nous travaillons à améliorer le climat pour les investissements, à construire une société de l’information et à mettre en place une gouvernance publique équitable et transparente.

**Mesdames et Messieurs,**

Chaque année, à New York, les dirigeants de tous les États du monde se réunissent pour se rappeler, à eux-mêmes et les uns aux autres, la grande mission pour laquelle l’Organisation a été créée. Je suis moi aussi venu à New York avec cette mission.

Aujourd’hui, mes diplomates avaient préparé un texte poli, tenant compte de la conjoncture diplomatique internationale.

Cependant, cette année, venant à cette haute tribune, j’ai décidé de ne pas parler en tant que diplomate.

Je voudrais m'exprimer ici non seulement comme chef d'État, mais aussi comme un homme simple, comme un citoyen ordinaire de mon pays, exprimant ouvertement mon opinion sincère et mes préoccupations face aux événements internationaux qui secouent le monde.

C'est la quatrième fois que je prends la parole devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Trois années de suite, je suis venu ici pour prononcer de beaux discours, agréables à entendre.

Mais aujourd'hui, j'ai choisi de parler ouvertement et directement des problèmes qui tourmentent le cœur de millions de personnes.

Dans différentes régions du monde — en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie— de nouveaux conflits armés et guerres éclatent.

Des millions de personnes perdent leur foyer, sont contraintes de quitter leur terre natale. Des millions deviennent des victimes.

Et qui souffre le plus ? Avant tout — les simples citoyens !

Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les souffrances de tant de peuples : en Palestine, en Ukraine, au Soudan, en Syrie et ailleurs, où les combats continuent, où des civils meurent, où les droits de l'homme sont bafoués.

La communauté internationale, en appliquant des doubles standards, classe ces conflits comme « plus ou moins importants », selon ses intérêts géopolitiques.

Le conflit en Ukraine dure déjà depuis près de quatre ans : des gens meurent et fuient le pays.

Nous soutenons les efforts du Président des États-Unis, Donald Trump, et du Président de la Russie, Vladimir Poutine, en vue de trouver une solution pacifique au règlement du conflit en Ukraine. Nous y sommes intéressés !

Car nous souffrons nous aussi des conséquences du conflit russo-ukrainien.

Les sanctions unilatérales ont un impact négatif également sur nous — sur un pays qui se relève à peine.

Le Kirghizstan déploie tous ses efforts pour renforcer de manière autonome son économie.

C'est pourquoi nous considérons que des sanctions injustifiées constituent une ingérence dans nos affaires intérieures et une pression qui freine le développement de notre économie encore en formation.

Je l'ai toujours dit et je le répète : le Kirghizstan a strictement respecté et continuera de respecter ses engagements internationaux.

Cependant, nous ne pouvons pas sacrifier les intérêts de nos citoyens ni le développement économique de notre pays !

Les sanctions imposées au Kirghizstan reposent sur de fausses informations, diffusées par certaines organisations non gouvernementales et des individus mal intentionnés.

Nous sommes prêts à accepter des audits internationaux indépendants pour examiner attentivement l'activité de nos banques.

En 2024, les pays de l'Union européenne ont réalisé des échanges commerciaux avec la Russie pour un montant de 141 milliards de dollars, dont 36 milliards d'importations en provenance de Russie.

Et le Royaume-Uni, qui a imposé des sanctions contre deux de nos banques, a dans la même année mené un commerce de 2,2 milliards de dollars avec la Russie.

En toute franchise, certains se réservent la possibilité de coopérer avec la Russie en défendant leurs propres intérêts, mais interdisent à d'autres de le faire. Comment appeler cela ?

Il existe un proverbe : « Avant d'exiger quelque chose des autres, commence par être toi-même un exemple. »

Vous exigez que nous ne coopérons pas avec la Russie, alors que vous développez vous-mêmes activement vos relations commerciales et économiques avec elle.

Nos liens économiques avec la Russie sont bien plus importants que les vôtres.

C'est pourquoi, sur le plan économique, nous ne pouvons pas renoncer à la coopération avec la Russie.

Nous ne cherchons pas l'affrontement avec d'autres.

Nous coopérons pratiquement avec le monde entier, en menant une politique multivectorielle.

Par exemple, nous vendons chaque année au Royaume-Uni de l'or pour une valeur d'un milliard de dollars.

Ma première responsabilité, en tant que Président de mon pays, est d'assurer la sécurité de mes citoyens et de mon État, ainsi que d'améliorer leur situation économique.

Nous sommes opposés à la politisation de la coopération économique et du commerce.

C'est pourquoi nous demandons la levée des sanctions à l'encontre de nos deux banques.

**Mesdames et Messieurs,**

Le Secrétaire général de l'ONU a qualifié Gaza de « cimetière de milliers d'enfants ». Que faut-il de plus pour mettre fin à la guerre et aux atrocités qui s'y déroulent ? Nous devons compatir avec le peuple palestinien, qui subit des pertes colossales. Nous devons exiger l'arrêt du génocide contre les Palestiniens et l'ouverture d'une enquête judiciaire internationale par la CIJ.

Le Kirghizistan condamne fermement la violence et le terrorisme sous toutes ses formes, y compris les attaques terroristes contre Israël du 7 octobre 2023. Mais les méthodes de lutte contre le terrorisme doivent rester proportionnées et respectueuses du droit. Les actions terroristes ne doivent pas servir de prétexte à la mort de millions de civils.

La seule voie vers une paix durable repose sur le principe « Deux États pour deux peuples ». La Palestine doit accéder à l'indépendance sur la base des frontières de 1967.

Nous condamnons également les récentes frappes contre le Qatar et l'Iran qui violent la souveraineté des États et menacent la stabilité régionale.

**Mesdames et Messieurs,**

En tant que pays voisin, le Kirghizistan estime qu'il est important, dans les conditions difficiles actuelles, d'apporter un soutien global au peuple afghan, en intégrant l'économie de l'Afghanistan dans les processus économiques régionaux et mondiaux.

Isoler l'Afghanistan au niveau international et le priver d'aide étrangère est une erreur. C'est une injustice.

Nous considérons que l'utilisation d'instruments financiers à des fins géopolitiques ou idéologiques, qui aggrave la crise humanitaire, constitue une manifestation d'injustice et d'inhumanité.

C'est pourquoi nous sommes convaincus que les avoirs de l'Afghanistan, gelés par les pays occidentaux et dont le montant dépasse 9 milliards de dollars américains, doivent être restitués au peuple afghan dans les plus brefs délais.

Ces fonds pourraient contribuer à la reconstruction des infrastructures, à l'élargissement de l'accès au crédit par l'intermédiaire des banques locales, au développement de l'agriculture et à la création de nouvelles opportunités pour des millions de personnes vivant dans la pauvreté.

Vous utilisez ces fonds et en tirez profit.

C'est une honte pour vous.

Selon les données des Nations Unies, en 2025, 15 millions de personnes en Afghanistan ont été confrontées à la faim, et 24 millions ont eu besoin d'aide humanitaire.

Comme chacun le sait, début septembre, plus de 2 000 de nos compatriotes afghans ont perdu la vie à la suite d'un tremblement de terre. Malheureusement, faute de moyens financiers et en raison de l'insuffisance des infrastructures, l'aide n'a pas pu être fournie à temps aux sinistrés.

Nous appelons les dirigeants des pays occidentaux à restituer immédiatement ces avoirs dans l'intérêt de l'avenir du peuple afghan.

Si vous voulez réellement que le peuple afghan sorte au plus vite de la misère et de la faim, restituez-les sans délai. Ce n'est qu'alors que vos paroles sur les droits de l'homme et les obligations internationales correspondront à vos actes !

### **Chers participants,**

Les défis actuels en Afrique – des conflits à l'instabilité alimentaire – exigent non pas de la compassion verbale, mais une véritable solidarité dans l'action. L'Afrique, ce sont 54 pays et une population de plus de 1,5 milliard d'habitants. C'est le deuxième plus grand continent après l'Eurasie. L'Afrique dispose d'immenses ressources naturelles, et nous sommes convaincus que, dans un avenir proche, son rôle dans l'économie mondiale et la politique internationale croîtra considérablement.

C'est pourquoi les richesses naturelles colossales de l'Afrique doivent servir au développement accéléré du continent lui-même et à la satisfaction de ses propres intérêts.

Il est nécessaire de renforcer les activités de maintien de la paix de l'ONU. Mon pays a commencé à envoyer ses soldats de la paix dans le cadre des missions de l'ONU dès les débuts de son indépendance, au début des années 1990. Cela prouve encore une fois que nous voulons sincèrement apporter notre contribution au renforcement de la paix et de la sécurité dans le monde.

La contribution d'un État ne doit pas être mesurée par sa taille, mais par la profondeur de son engagement et la sincérité de sa volonté de paix et de solidarité.

Nous soutenons le renforcement des traités internationaux, y compris le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Il est essentiel d'éduquer la jeune génération à un monde sans armes nucléaires! Il est important de sensibiliser les jeunes aux conséquences destructrices de l'utilisation des armes de destruction massive.

La Journée internationale de sensibilisation au désarmement et à la non-prolifération, initiée par le Kirghizistan et soutenue par les États membres de l'ONU, constitue une excellente plateforme pour mettre en œuvre ce concept. Le Kirghizistan est l'un des initiateurs et le dépositaire du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale. Nous avons adhéré à tous les instruments internationaux fondamentaux en matière de désarmement et de non-prolifération, y compris le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Conformément au principe de continuité, cette année, la République Kirghize a pris la décision politique de signer le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Nous sommes fermement convaincus que notre planète doit exister sans armes nucléaires – cette invention de l'humanité doit être utilisée exclusivement à des fins pacifiques !

**Mesdames et Messieurs,**

Pour un développement durable et une intégration régionale réussie, les pays d'Asie centrale ont besoin d'un dialogue égalitaire et d'une coopération active.

Malgré des antécédents historiques et géographiques complexes, le Kirghizistan a réglé pacifiquement ses questions frontalières avec ses pays voisins, en particulier avec le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Ce processus a été accompagné de longues négociations, tant au niveau politique qu'au niveau des experts, et a été résolu dans le respect des intérêts de toutes les parties. Je peux affirmer avec confiance qu'aujourd'hui, les frontières entre le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan sont devenues des frontières d'amitié, de commerce et de coopération.

Cette expérience démontre que la paix est possible là où il existe une volonté politique, du respect et un dialogue, qui nous ont permis de surmonter toutes les contradictions existantes et de nous engager sur la voie de la création et du développement.

Le Kirghizistan est prêt à partager son expérience dans la résolution de questions complexes avec la communauté internationale.

Utilisons plutôt les plus de 3 000 milliards de dollars dépensés chaque année dans le monde pour l'armement afin d'améliorer la vie des populations, d'éradiquer la faim, de protéger notre environnement et de purifier l'air que nous respirons.

Car il n'existe pas de frontières à l'air que nous respirons. Nous respirons tous le même air.

C'est pourquoi j'appelle à vivre non pas dans une course à qui possède l'arme la plus puissante, mais dans une compétition pour savoir quel pays aura la nature et l'air les plus purs.

**Chers amis,**

Le changement climatique est une réalité que nous observons aujourd'hui.

Nous faisons face à des menaces de sécheresse, à la fonte des glaciers, à la transformation des écosystèmes et à la perte de biodiversité.

Le Kirghizistan est un pays montagneux, particulièrement vulnérable à ces changements. Nous ressentons déjà la menace de la diminution des ressources en eau ainsi que les risques pesant sur l'agriculture et la biodiversité.

Bien que le Kirghizistan ne dispose pas d'accès à la mer, il participe activement aux initiatives environnementales internationales et peut jouer un rôle significatif dans le soutien aux accords visant à protéger les écosystèmes mondiaux.

La République Kirghize plaide constamment pour la reconnaissance de l'interdépendance des systèmes naturels — « des montagnes à l'océan » — qui représentent les deux pôles d'un seul et même système. Car l'avenir des océans commence au sommet des montagnes.

C'est dans ce cadre que nous avons ratifié l'Accord sur la biodiversité marine (BBNJ) et y sont devenu partie parmi les premiers 60 États.

Les fleuves, qui alimentent les écosystèmes marins et côtiers, prennent leur source dans les montagnes. La protection des écosystèmes montagneux et la gestion durable des bassins versants sont donc directement liées à la santé des océans.

Aujourd'hui, notre pays prépare le deuxième Sommet Bishkek+25, prévu pour 2027, qui se veut en tant qu'une plateforme centrale réunissant les États, les organisations internationales et les experts sur le développement durable des régions de montagne.

Nous invitons chacun d'entre vous à participer activement à cet événement.

**Chers amis,**

Comme l'a dit un jour le Secrétaire Général de l'ONU Dag Hammarskjöld : «L'ONU n'a pas été créée pour amener l'humanité au paradis, mais pour l'empêcher de sombrer en enfer.»

Aujourd'hui, ces mots sont plus que jamais d'actualité. L'Organisation est née des horreurs de la guerre, mais elle vit grâce à la foi dans la coopération, le dialogue et le respect.

Plus que jamais, il est important de préserver et de renforcer le système multilatéral — comme un bouclier contre l'anarchie et les décisions unilatérales.

Il est désormais nécessaire de mettre en place de nouveaux mécanismes internationaux, adaptés aux défis et menaces contemporains. Notre Organisation a besoin de changements — c'est une exigence du temps et des réalités actuelles.

Dans ce contexte, nous soutenons les efforts du Secrétaire général pour réformer le système des Nations Unies dans le cadre de l'initiative « ONU-80 ».

Il est également temps d'améliorer et de réformer le fonctionnement du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Aujourd'hui, les 15 membres du Conseil de Sécurité de l'ONU décident en réalité du sort de tous les États du monde. Des questions de guerre et de paix, de sécurité et de stabilité dépendent de leur capacité à parvenir à une position commune.

De plus, les cinq membres permanents disposent toujours du droit de veto pour bloquer toute décision.

Le Kirghizistan plaide pour l'adoption de mesures nécessaires visant à améliorer le Conseil de Sécurité, en tenant compte des intérêts de la grande majorité des États.

Dans ce cadre, il est important de parvenir rapidement à un compromis sur toutes les questions liées à la réforme du Conseil de Sécurité. Cette réforme doit reposer sur les principes d'universalité, d'une large représentativité géographique et bénéficier d'un large soutien des États membres de l'ONU.

Le Kirghizistan considère comme légitime et juste l'élargissement du droit des pays africains à une représentation au sein du Conseil de Sécurité et les efforts visant à corriger les déséquilibres historiques.

Plus de 60 États membres, y compris le Kirghizistan, n'ont jamais été élus au Conseil de Sécurité, tandis que certains pays y ont siégé cinq ou six fois.

**Chers membres des délégations,**

Le Kirghizistan s'efforce d'apporter sa contribution à la consolidation de la paix, de la sécurité mondiale et du développement durable.

Afin d'attirer l'attention de l'ONU et de la communauté internationale sur la problématique des petits États, le Kirghizistan a présenté sa candidature comme membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2027-2028.

Le soutien aux pays qui n'ont encore jamais été élus au Conseil de sécurité permettra de garantir l'égalité entre les membres, de renforcer l'autorité de l'Organisation et de consolider la confiance en son action.

Nous croyons sincèrement au principe de justice et j'invite les États membres de l'ONU à soutenir notre candidature lors des élections de juin prochain.

Chaque pays doit avoir la possibilité de siéger au Conseil et de contribuer à la préservation de la paix et de la sécurité.

Je puis affirmer avec certitude que le Kirghizistan fait partie des États disposant de l'expérience nécessaire pour soumettre des questions importantes au Conseil de sécurité.

Nous défendrons avec fermeté le droit international, la justice, la protection des droits humains et nous renforcerons le multilatéralisme fondé sur le respect mutuel, l'équilibre des intérêts et la responsabilité envers les générations futures.

**Mesdames et Messieurs,**

Nos défis sont communs, et nos réponses doivent être solidaires.

Il est essentiel que nos paroles soient en accord avec nos actes.

Nous ne pouvons pas nous permettre l'inaction.

La paix exige des efforts.

L'avenir de notre planète est notre responsabilité commune.

**Je vous remercie de votre attention !**